CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 26 OCTOBRE 2006
ORDRE DU JOUR

RAPPORTEUR M. GIMET

I COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE

II DROIT DE PREEMPTION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE N°D 289 SISE QUARTIER LA BERNARDE CLASSEE EN ESPACES SENSIBLES NATURELS - (VENTE EDF/SENAC)

III ACQUISITION DES PARCELLES APPARTENANT A L'ETAT EN ZONE ND (PROTECTION DE LA NATURE) SECTION C N° 70 -71- 72- 74 ET 504

IV DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT - EXERCICE 2007 – DANS LE CADRE DE LA DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT : CONSTRUCTION DE L'ECOLE MATERNELLE ELSA TRIOLET

V DENOMINATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LYCEE DE VELAUX

RAPPORTEUR M.MAURIN

VI PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

VII VENTE COMMUNE/SERGE BINOT – DETACHEMENT DE LA PARCELLE A07 SISE LES PLAINES SUD

RAPPORTEUR MADAME GIUDICELLI :

VIII PROPOSITIONS DES TARIFS PAR LE SERVICE JEUNESSE DU SEJOUR A VASSIEUX EN VERCORS : AVENTURES CHIENS DE TRAINEAUX

IX MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ACCUEIL DE LOISIRS EXTRA ET PERI SCOLAIRES DES ENFANTS DE 3 A 6 ANS : LES LAPINS BLEUS

RAPPORTEUR M. André MOTTA

X ATTRIBUTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « SAINT-CHAMAS CHANTS »

XI PROPOSITION DES TARIFS PAR LE SERVICE DES SPORTS DES SEJOURS D'HIVER 2007 : SEJOURS SKI A ANCELLE

XII DECISIONS DU MAIRE

COMPTE RENDU DU
CONSEIL MUNICIPAL
DU 26 OCTOBRE 2006

L'an deux mille six et le 26 octobre à 18 heures 15, les membres du conseil municipal de la commune de Saint-Chamas, régulièrement convoqués, au nombre prescrit par la loi, se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur GIMET René, Maire :

PRESENTS : Ms MAURIN – Mmes GIUDICELLI – Mme HERAUDET - M. MOTTA – M. REBOUL Adjoint
Mme ROVELLOTTI – Mme VERRANINI – M. GRASSET - Mme SEGUIN - Mme GUINET – Mme BARIELLE -
Mme CATELIN - M. MAGNAN – M. RUIBANYS Conseillers municipaux

POUVOIRS : Mme FLEUTOT à Mme CATELIN
Mme PECHART à M. MAURIN
M. GARDIOL à M. GIMET
Mme AUBERT à Mme GUINET

ABSENTS : - Mme PIKULSKI - M. MATHIEU - Mme SPITERI - M. ROSANVALLON - M. ROUCHET - Mme CHAMINADE - Mme PASTOR - M. MAGNAN

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur Gilbert GRASSET

I - COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, le compte rendu de la séance précédente est adopté à l'UNANIMITE.

Arrivée de M. MAGNAN

RAPPORTEUR M. René GIMET

II - DROIT DE PREEMPTION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE N° D 289 SISE QUARTIER DE LA BERNARDE CLASSEE EN ESPACES SENSIBLES NATURELS – (VENTE EDF/SENAC)

Le rapporteur rappelle la délibération du conseil municipal du 10 juillet 1997 qui prévoyait le droit de préemption de certaines parcelles situées dans le quartier de la Bernarde au titre de la protection des espaces sensibles, dès lors que le Département et le Conservatoire du Littoral n'exerçaient pas ce droit.

Le conseil municipal souhaiterait acquérir la parcelle D 289 se trouvant dans ledit périmètre, sise au lieudit la Fenière, pour une contenance de 87a 73 ca d' un montant de 4 400 €.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'UNANIMITE

- ADOPTE cette proposition,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette transaction.

III - ACQUISITION DES PARCELLES APPARTENANT A L'ETAT EN ZONE ND (PROTECTION DE LA NATURE) SECTION C N° 70 71 72 74 ET 504, SISES LES PLAINES NORD

Le rapporteur rappelle la délibération du 10 mai 2004 N°2004-09 concernant la demande de subvention pour l'acquisition des parcelles, section C N°70- 71- 72- 74- 504- 506- 507- 509 pour une contenance de 333 098 m².

Aujourd'hui, la commune souhaiterait acquérir certaines de ces parcelles sises les Plaines Nord, section C N° 70-71-72-74 et 504 pour une contenance de 319 682 m²

Ces parcelles resteront en zone protégée et seront réservées et aménagées pour la chasse communale. Ces terrains sont proposés à la commune par les services fiscaux pour une valeur globale de 180 000 €.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'UNANIMITE

- ADOPTE cette proposition,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette transaction.

IV - DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT - EXERCICE 2007 – DANS LE CADRE DE LA DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT : CONSTRUCTION DE L'ECOLE MATERNELLE ELSA TRIOLET

Le rapporteur précise à l'assemblée qu'à la demande du Sous-préfet d'Istres, il est nécessaire de trouver une solution de remplacement pour l'école maternelle Elsa Triolet qui connaît depuis de nombreuses années des désordres.

Devant les différents rapports d'expertise, la commune a choisi de reconstruire cette école sur un autre site. Une démarche de révision simplifiée du POS en vue d'une implantation future sur le site de la Poudrerie est engagée.

Devant l'obligation faite à la commune par les services de l'Etat de fermer cette école pour des raisons de sécurité, et d'en reconstruire une autre, le rapporteur propose de solliciter l'Etat à travers la Dotation Globale d'Equipement exercice 2007, pour la reconstruction de cet équipement scolaire (conformément aux engagements de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres lors de la rencontre du 17 août 2006).

Avant Projet Sommaire :

- superficie prévisionnelle de l'école : 650 m²

comprenant :

- 5 classes
- 1 dortoir
- 1 salle de motricité
- 1 bibliothèque
- 1 salle de réunion
- 1 bureau de direction
- des sanitaires

- prix estimatif au mètre carré : 1 200 € H.T.
650 m² x 1200 € = 780 000 € H.T.

- Imprévus : 10 % : 78 000 €

soit un total de : 858 000 € H.T.

il s'agit de solliciter l'Etat dans le cadre de la DGE pour une participation entre 20 et 60 % du montant de 858 000 € H.T.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée adopte à l'UNANIMITE cette proposition.

V - DENOMINATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LYCEE DE VELAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Comité Syndical de Velaux par délibération du 17 mars 2006 a adopté à l'unanimité le changement de dénomination de son EPCI en Syndicat Intercommunal du Lycée de Velaux (S.I.L.V.) à la place de S.I.B.V.A.

Il s'agit d'adopter cette dénomination et de dire que ce Syndicat se dénommera S.I.L.V (Syndicat Intercommunal de Velaux).

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée adopte à l'UNANIMITE cette proposition.

RAPPORTEUR M. MAURIN

VI - PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

La présente délibération annule et remplace la délibération n° 2005-08 en date du 24 juin 2005 relative à la procédure de passation des marchés publics.

En effet, le nouveau Code des Marchés Publics 2006, publié au Journal Officiel du 4 août 2006, est applicable depuis le 1er septembre 2006.

Les principes fondamentaux applicables aux marchés publics restent les mêmes par rapport au code de 2004. Il s'agit de la liberté d'accès, de l'égalité de traitement et de la transparence des procédures qui permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Toutefois, un certain nombre de modifications réglementaires résultant de cette réforme doit être pris en compte lors de la passation des différents marchés publics de la Collectivité.

Il convient de noter notamment que l'article 26 du Code a abaissé les seuils de passation des marchés publics, reprenant ainsi les directives européennes.

Les dispositions suivantes sont donc arrêtées.

EN DECA DU SEUIL DE 210 000 EUROS.

Lorsque les opérations d'achat de fournitures, de services et de travaux sont d'un montant inférieur au seuil de 210 000 euros hors taxes, la collectivité peut /

- soit recourir à une procédure dont le formalisme est détaillé dans le code des marchés publics (exemple : appel d'offres),
- soit déterminer une procédure adaptée respectant les dispositions du Code des marchés publics. Le choix entre une procédure très formalisée et une procédure adaptée est totalement libre.

Toutefois, la procédure adaptée devra être privilégiée.

Par ailleurs, dans le cadre du seuil de 210 000 euros, la procédure adaptée est différente selon des seuils définis ci-après :

a) Lorsque l'opération est inférieure au seuil de 4 000 euros hors taxes, il ne sera effectué ni mise en concurrence ni publicité conformément au Code des marchés publics.

b) Lorsque le montant des marchés de prestations homogènes de services ou fournitures et des marchés de travaux est compris entre 4 000 euros hors taxes et 90 000 euros hors taxes, l'opération est inférieure au seuil de 90 000 euros hors taxes. Les services choisissent librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature des travaux, des fournitures ou des services en cause.

c) Pour les marchés de fournitures et de services d'un montant compris entre 90 000 euros hors taxes et 210 000 euros hors taxes, et pour les marchés de travaux d'un montant compris entre 90 000 € HT et 5 270 000 € HT :

- la publication d'un avis d'appel à la concurrence est obligatoire soit dans le BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics),
- soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales.

Les services apprécient de plus, si, compte tenu de la nature ou du montant des travaux, fournitures ou services en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est par ailleurs utile pour assurer une publicité conforme aux objectifs mentionnés au Code des marchés publics.

d) Lorsque les circonstances le justifient, il ne sera effectué ni mise en concurrence ni publicité conformément au Code des marchés publics.

A) Le formalisme des marchés entre 4 000 et 90 000 euros.

Il faut relever que, en deçà du seuil de 4 000 euros, le Code des marchés publics n'impose aucune obligation particulière.

Au contraire, au delà du seuil de 90 000 euros, l'Administration est très encadrée. Dès lors, il convient de décider du formalisme des marchés entre ces deux seuils.

Les marchés publics d'un montant supérieur à 4 000 euros doivent respecter les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Ils exigent :

- une définition préalable des besoins de la Collectivité,
- le respect de l'obligation de publicité
- mise en concurrence
- choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les marchés publics doivent respecter la nécessité de déterminer avec précision la nature et l'étendue des besoins à satisfaire avant tout appel public à la concurrence.

Concernant les publicités des marchés à procédure adaptée, une obligation de publicité n'implique pas nécessairement une publication.

La liberté donnée aux services de la Collectivité pour les marchés en dessous du seuil de 90 000 euros doit donc conduire à une appréciation de l'achat au cas par cas qui prend en compte non seulement le montant du marché mais aussi ses caractéristiques, l'objet du marché ou les conditions dans laquelle il est passé, ou même le secteur économique dans lequel il s'insère.

Lorsqu'une publication dans la presse est assurément le moyen le mieux à même d'assurer une concurrence effective, le choix de l'organe de presse doit être adapté à la nature de la prestation.

Le délai de remise des offres doit être adapté afin de permettre une meilleure mise en concurrence.

Entre 4 000 euros hors taxes et 90 000 euros hors taxes, il convient surtout de garder à l'esprit l'idée de proportionnalité des mesures de publicité à mettre en œuvre.

Le mode de publicité retenu pour ces marchés sera choisi par le service acheteur en fonction :

- du montant du marché,
- de l'objet de la nature
- de la complexité
- et de l'urgence du besoin.
-

En tout état de cause, la publicité choisie doit garantir l'efficacité de l'achat, c'est à dire susciter la concurrence nécessaire.

B) Le besoin d'une nomenclature.

Le Code des marchés publics impose à l'administration de s'interroger sur l'homogénéité de ses achats.

Par ailleurs, le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant sur le Code des marchés publics a abrogé la nomenclature type des achats qui avait été édicté en 2001.

Le nouveau code des marchés publics 2006 n'apporte aucun changement sur ce point.

La commune de Saint-Chamas s'est dotée d'une nomenclature spécifique de ses achats.

AU DELA DU SEUIL DE 210 000 EUROS.

A) L'utilisation de la procédure adaptée au-delà du seuil de 210 000 euros.

Le Code des marchés publics permet d'utiliser la pratique du marché à procédure adaptée au delà du seuil de 210 000 euros dès lors que trois conditions sont remplies :

- Le besoin de l'Administration est divisé en lots ;
- Le (ou les) lot(s) conclu(s) par procédure adaptée est ou sont inférieur(s) à 20 % du besoin ;
- Le (ou les) lot(s) conclu(s) par procédure adaptée est ou sont inférieur(s) à 80 000 euros (1 000 000 d'euros pour les opérations de travaux supérieures à 5 270 000 euros).

Cette souplesse apportée par le Code pourra être mise en œuvre.

B) Les marches de travaux supérieurs à 210 000 euros.

Pour les marchés de travaux inférieurs à 5 270 000 € HT, la collectivité est tenue de publier un avis d'appel public à la concurrence :

- * soit dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics,
- * soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales.

Les services restent libres du choix entre ces deux supports. Ils apprécient de plus si, compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est par ailleurs utile pour assurer une publicité conforme aux objectifs mentionnés au Code des marchés publics.

Pour les marchés de travaux d'un montant supérieur à 5 270 000 euros hors taxes, la collectivité est tenue de publier un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP et au JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne).

C) Les marches de services et de fournitures supérieurs à 210 000 euros.

Pour les marchés de fournitures et de services d'un montant supérieur à 210 000 euros hors taxes, la collectivité est tenue de publier un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP et au JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne).

LES MARCHES DE SERVICES SPECIFIQUES

Les marchés publics de services, dont le montant estimé est inférieur à 4 000 euros hors taxes et qui ont pour objet des prestations de services qui ne sont pas soumises aux règles habituelles de passation des marchés publics peuvent être passés sans mise en concurrence et sans publicité préalable conformément au Code des marchés publics.

Les marchés publics de services, dont le montant estimé est supérieur à 4 000 euros hors taxes et qui ont pour objet des prestations de services qui ne sont pas soumises aux règles habituelles de passation des marchés publics peuvent être passés selon une procédure adaptée librement définie par la collectivité.

la bonne publicité doit être guidée par un équilibre économique général de l'opération et être en rapport avec l'objet et le montant estimé du marché.

Les modalités de publicité et de mise en concurrence doivent être arrêtées en tenant compte des caractéristiques du marché notamment de son montant, de son objet, du degré de concurrence entre les prestataires de services concernés et des conditions dans lesquels il est passé.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, les membres présents adoptent cette proposition par 15 VOIX POUR ET 4 ABSTENTIONS.

VII - VENTE COMMUNE/SERGE BINOT – DETACHEMENT DE LA PARCELLE A07 SISE LES PLAINES SUD

Le rapporteur rappelle la délibération N°2002-06 du 7 mars 2002 par laquelle la commune a vendu à Monsieur Serge BINOT la parcelle N°1209 pour une contenance de 625 m², sise les Plaines Sud.

Aujourd'hui, cette personne souhaiterait acquérir un bout de terrain se trouvant dans le prolongement de la parcelle N°1209 d'une superficie de 209 m².

Pour cela, il faut détacher de la parcelle N° A07, cette portion de terrain juxtaposant la parcelle N°1209 appartenant à Monsieur BINOT.

Cette nouvelle division d'une contenance de 209 m² est proposée à 6 270 €, soit 30 € le mètre carré.

Il est rappelé que les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'UNANIMITE

- ADOPTE cette proposition,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette transaction.

RAPPORTEUR MADAME GIUDICELLI

VIII - PROPOSITIONS DES TARIFS PAR LE SERVICE JEUNESSE DU SEJOUR A VASSIEUX EN VERCORS : AVENTURES CHIENS DE TRAINEAUX

Le rapporteur présente à l'assemblée un projet à caractère thématique, destiné aux jeunes de 11 à 15 ans, du 5 au 9 mars 2007 dans le parc naturel du Vercors.

Ce programme inscrit dans le cadre d'une véritable aventure humaine, permettra la découverte de l'environnement en chiens de traîneaux.

Séjour à la fois ludique et constructif notamment quand il s'agit d'apprendre à atteler et conduire un attelage de chiens de traîneaux, partir pour une randonnée, puis passer une nuit en refuge.

Proposer cette activité aux jeunes c'est permettre l'approche de certaines valeurs qui leur seront nécessaires dans la vie de tous les jours.

Ces activités sont proposées par Esprit du Nord et dirigées par un Musher professionnel diplômé .

Une équipe de 15 jeunes sera encadrée par 3 animateurs.

Le transport se fera en train TGV depuis la Gare AIX GARE TGV jusqu'à Valence aller-retour.

Le transport de Valence jusqu'à Vassieux en Vercors aller-retour, en autobus sera assuré par l'hébergeur.

L'hébergement se fera dans l'établissement « la Gélinothe », en pension complète.

La participation des familles est de 191 € par participant.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'UNANIMITE

- ADOPTE cette proposition,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions.

IX - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ACCUEIL DE LOISIRS EXTRA ET PERI SCOLAIRES DES ENFANTS DE 3 A 6 ANS : LES LAPINS BLEUS

Le rapporteur rappelle la délibération du 20 mai 2005 portant sur une modification du règlement intérieur de l'accueil de loisirs extra et péri scolaires des enfants de 3 à 6 ans : les Lapins Bleus.

Il informe l'assemblée de nouveaux changements apportés aux règlements intérieurs périscolaires et extrascolaires les « Lapins Bleus ». Ces modifications font suite à un travail de mise en cohérence entre les structures municipales accueillant des enfants. Il s'agit en l'occurrence du Multi-accueil « Lei Cigaloun » et de l'accueil de loisirs « Les Lapins Bleus ».

1) L'accueil de loisirs extra scolaire « Les Lapins Bleus » :

L'objectif est d'assurer la continuité de l'accueil des enfants de 4 ans révolus ne pouvant plus être accueillis sur le Multi-accueil.

- Accueil Extra scolaire « Les Lapins Bleus » :

Cet accueil s'effectue le mercredi, ainsi que tous les jours des petites vacances, février, Pâques, la Toussaint, il s'adresse aux enfants de 3 à 6 ans scolarisés en maternelle dont le ou les parents travaillent.

remplacé par :

« Pendant les enfants de 4 ans révolus fréquentant le MAC « Lei Cigaloun » et ne pouvant plus y être accueillis en raison de leur âge, seront accueillis aux « Lapins Bleus » en fonction des places disponibles ».

2) L'accueil de loisirs extra scolaire « La Récampado »

- Accueil Extra scolaire « Juillet-Août » :

a) Cet accueil s'effectue pendant 6 semaines l'été de juillet à début août, il s'adresse à tous les enfants de 4 à 6 ans scolarisés en maternelle.

remplacé par :

« En fonction des places disponibles les enfants de moins de 4 ans pourront être accueillis au MAC « Lei Cigaloun ». Prendre contact rapidement (avant avril) avec la directrice de l'établissement ».

b) Petites vacances

remplacé par :

« d'accueillir les enfants à la journée pendant les petites vacances »

il s'agit aujourd'hui de demander dans le cadre du péri et de l'extra scolaire, les pièces suivantes :

- aux parents (gérants, commerçants, artisans) au moment de l'inscription la copie du Kbis.
- Eviction pour maladie de l'enfant, prononcée par le médecin traitant, fournir un certificat médical dans les 48 heures
- Hospitalisation de l'enfant, fournir un certificat d'hospitalisation

c) Changement dans la capacité d'accueil pour les deux temps (péri et extra scolaires)

- La capacité d'accueil est de trente huit enfants par jour
Soit : 14 enfants de 4 moins de 4 ans
24 enfants de plus de 4 ans

la capacité passe à :

- cinquante enfants par jour
soit : 14 enfants de moins de 4 ans
36 enfants de plus de 4 ans

3) de changer l'intitulé général de Centre de Loisirs en Accueil de Loisirs (décret n° 2006-923 du 26 juillet 2006) (JO du 27/07/2006).

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, cette proposition est adoptée à l'UNANIMITE .

RAPPORTEUR M. MOTTA

X - ATTRIBUTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION SAINT-CHAMAS CHANTS

Le rapporteur propose à l'assemblée l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 250 € à l'association Saint-Chamas Chants dans le cadre de la 10^{ème} journée des Associations.

Cette dépense sera prise sur le service SMEF chapitre 6574 du budget en cours.

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, cette proposition est adoptée à l'UNANIMITE.

XI - PROPOSITION DES TARIFS DES SEJOURS D'HIVER 2007 : SEJOURS SKI A ANCELLE

Le rapporteur présente à l'assemblée les séjours d'hiver qui auront lieu à Ancelle pour les jeunes de 6 à 18 ans pour les périodes du 24 février au 3 mars 2007 et du 3 mars au 10 mars 2007.

Ces jeunes seront divisés en deux groupes : les 6-12 ans et 12-18 ans pour former au total une colonie de 48 enfants (24 enfants par catégorie d'âges) encadrés par des animateurs.

Des jeux de neige ou de patinoire auront lieu le matin et l'après-midi encadrés par l'Ecole Française de Ski, ces jeunes s'adonneront au ski. Ils se reposeront le mercredi matin et feront des randonnées en raquettes l'après midi. D'autres animations auront lieu en soirée.

Parmi le plus grands, cinq filles et cinq garçons seront placés en appartements. Initiés aux travaux de la vie quotidienne : tâches ménagères, achat des courses, préparation des repas... ces adolescents auront pour objectif de travailler leur autonomie sous le contrôle d'animateurs. Leurs journées seront aussi égayées par les activités de sports d'hiver.

Le rapporteur propose donc à l'assemblée les tarifs appliqués en fonction du revenu imposable du foyer, définis comme il suit :

Tranche A	®	IR = 0 euro
Tranche B	®	150 euros ³ IR ³ 1 euro
Tranche C	®	IR ³ 151 euros

Tranche A = 180 euros

Tranche B = 195 euros

Tranche C = 210 euros

La participation pour les jeunes extérieurs à la commune est de : 450 €

Oui l'exposé et après en avoir délibéré, cette proposition est adoptée à l'UNANIMITE.